

INTERVENTION DU DÉPUTÉ FÉDÉRAL ALDO CARCACI À L'OCCASION DU VOTE DE CONFIANCE

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Ce gouvernement ne mérite ni notre censure définitive, ni notre confiance.

En conséquence, Le Parti populaire s'abstiendra lors de ce vote d'investiture. Mais nous voterons avec la majorité certains projets de loi !

Notre pays a en effet besoin de réformes en profondeur. Une série de mesures annoncées par le gouvernement de M Michel vont incontestablement dans la bonne direction.

Certaines se retrouvent d'ailleurs in extenso dans le programme du PP (et pas dans celui du MR, suprême paradoxe) !

Citons le « plaider coupable » en matière pénale qui devrait accélérer le processus judiciaire, la nécessaire « prolongation des centrales nucléaires » et la construction de nouvelles centrales ou encore les « travaux d'intérêt général » pour les chômeurs de longue durée.

Nous ne nous joindrons donc pas à ceux qui font feu de tout bois pour accabler ce nouveau gouvernement alors qu'ils sont restés au pouvoir pendant 30 ans de manière continue et qu'ils sont responsables de l'état lamentable de notre pays.

Tout en appelant à la vigilance quant à nos valeurs démocratiques, nous ne nous joindrons pas plus aux hypocrites qui s'offusquent de la participation de M Francken à l'anniversaire d'un vieux monsieur alors qu'ils s'accommodaient parfaitement du soutien du parti dont ce dernier était parlementaire, dans un temps pas si lointain.

Oui donc, l'alternance est bienvenue face aux politiques menées jusqu'à aujourd'hui et c'est pourquoi nous ne voterons pas contre cette majorité.

Mais ce gouvernement souffre aussi de vices de conception importants, de péchés originels qui font que nous ne pouvons pas plus lui accorder la confiance.

UN péché d'orgueil tout d'abord dans le chef de M Michel. Pourquoi vouloir devenir premier ministre, réduisant le chef de file MR à un rôle d'arbitre et déforçant ainsi les intérêts francophones lors des délicats arbitrages communautaires ?

M De Wever devait bien entendu prendre la tête de cette coalition. Il en est d'ailleurs l'architecte et le véritable leader.

Pourquoi, M le premier ministre, avoir ensuite refusé, pour de basses raisons politiciennes, l'entrée d'un second parti francophone et l'apport de ses 150.000 voix, à votre coalition ce qui aurait pu quelque peu rééquilibrer les choses ?

Vous vouliez prétendument « éviter le tumulte » qui aurait résulté de la participation d'une formation récente à l'exercice des responsabilités. N'est-ce pas cela le renouvellement démocratique. En terme de « tumulte », vous voici en tout cas servi !

Il n'y a en conséquence et de par votre faute pas de parité linguistique dans ce gouvernement, où les francophones ne pèsent pas bien lourd.

La répartition des postes de ministres, des fonctions régaliennes et des secrétaires d'état, est tout autant déséquilibrée au détriment des wallons et bruxellois.

Enfin, il est totalement inacceptable que le gouvernement dédommage les actionnaires d'ARCO et eux seuls ! Qu'en est-il alors des petits actionnaires de DEXIA ou ceux de FORTIS ?

Pourquoi indemniser les 700.000 actionnaires d'ARCO et uniquement ceux là, si ce n'est parce qu'ils se confondent largement avec les électeurs du CD&V ?

Ces vices mis de côté, notre principale critique porte sur la timidité de nombre de réformes, voire l'incohérence de certaines annonces.

Ce gouvernement relativement homogène a perdu une occasion unique de faire une vraie réforme de la fiscalité belge.

Il eût fallu réaliser- cette fois plus que jamais - le « big bang fiscal », qui réduise drastiquement la charge de la fiscalité sur le travail, sur les citoyens et les entreprises. Pour assurer un avenir à ce pays et nos enfants !

Or, ce gouvernement nous annonce finalement des mesures à la marge, sur les tranches d'imposition ou les frais professionnels, sans vision d'ensemble novatrice et sans réduction substantielle de la pression fiscale.

Vous entendez également diminuer les charges sociales pour les entreprises de 33 à 25 % (encore une proposition PP, soi dit en passant !) mais vous ajoutez immédiatement un mois de maladie à charge de l'employeur lorsque un membre de son personnel est malade.

C'est, et vous ne pouvez l'ignorer, le type de mesures qui pénalisent lourdement les PME et indépendants qui souffrent déjà de l'absence de leur employé en congé maladie et qui de plus doivent maintenant le payer un mois de plus ! Ils hésiteront encore davantage à recruter alors qu'ils sont la base de notre économie.

Sur le dossier de l'énergie, nous croyons lire entre les lignes que les années d'errements initiées par Ecolo de même que les chimères de l'éolien vont enfin prendre fin.

On prolongera donc les centrales existantes, sans vraisemblablement pouvoir éviter un black out dévastateur cet hiver. Soit !

Mais nulle trace dans l'accord d'une politique volontariste pour assurer notre indépendance énergétique. Où

sont par exemple les futures centrales au thorium dont notre pays aura grandement besoin ?

Votre projet manque donc de souffle, de vision, d'ambition.

Un mot enfin sur l'immigration. Les belges souhaitent un stop à l'immigration. Il ne viendra malheureusement pas de votre gouvernement ! Les mesures annoncées, trop timides, seront à l'évidence insuffisantes pour enrayer le flot constant et la tiers-mondisation de nos villes.

Quant au djihadistes partis combattre en Syrie et en Irak, ils ont fait un choix. Ils ne devraient pas pouvoir remettre les pieds en Belgique.

Vouloir les « rééduquer » est un leurre dangereux. Ce sera sans doute LE LEURRE de ce gouvernement. Des civils innocents en payeront le prix du sang, ICI.

Je vous remercie !

Aldo Carcaci.
Parti Populaire